



DÉCLARATION FNEC-FP-FO DES PYRÉNÉES ATLANTIQUES 8 MARS 2021

Monsieur le Directeur, Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Nous sommes réunis aujourd'hui dans ce CTSD suppressions/suppressions pour nous prononcer sur un projet qui prévoit 26 fermetures de postes (qui font écho aux 63 fermetures dans le 1^{er} degré) alors que le nombre de HSA augmente comme jamais auparavant, alors qu'il y aura 27 BMP de 15 heures ou plus, alors que 28 postes spécifiques sont vacants, alors que des compléments de service infaisables sont envisagés pour des d'agents.

Monsieur le directeur, nous savons bien que vous répondez à une commande, vous restez cependant responsable des services académiques déconcentrés et vos services dans ce département, n'en peuvent plus d'être traités de la sorte. Ils ont déployé des trésors d'inventivité pour être à la hauteur du premier confinement et maintenir les élèves à flots, ils sont maintenant en première ligne, à faire cours derrière des masques, et/ou derrière des ordinateurs au-delà de leur obligations de service. Ils subissent aussi, comme tous, les effets de cette crise. Notre ministre leur dit qu'ils sont formidables, leur promet qu'il seront désormais au centre des préoccupations et voilà comment ils sont remerciés. Ils sont exclus à 70% de la revalorisation du Grenelle (l'original avait débouché sur une augmentation indiciaire de 16%), l'annonce d'un nouveau gel du point vient de tomber, et votre projet fera que certains continueront de ne pas pouvoir muter, d'autres parcourront le département dans tous les sens, la majorité se verra contrainte de faire un maximum d'heures supplémentaires pour préparer des classes surchargées et répondre aux demandes du supérieur hiérarchique, lui même contraint de les distribuer, il se verront refuser des disponibilités pour convenances personnelles et toujours et encore leur conditions de travail se dégrader.

Monsieur le directeur, les représentants des personnels que nous sommes, vous avertissons depuis longtemps déjà que la situation se dégrade, que les personnels se sentent de moins en moins valorisés, se sentent abandonnés par l'Etat auprès duquel ils se sont engagés, qu'ils se sentent trahis. C'est l'ensemble du service public, de l'Ecole de la République qui en pâtit.

Monsieur le Directeur, un vœux a été adopté à l'unanimité lors du comité du 4 février. Votre réponse était règlementairement prévue une semaine après. La communication en direction des agents devait également être faite. Nous attendons.

Notre fédération continue de demander l'ouverture de postes nécessaires pour toutes les catégories de personnels, le dégel du point d'indice et une revalorisation indiciaire de 183 euros sans contre-partie, un plan pour sortir de la précarité notamment les personnels AESH, AED et contractuels, le respect par l'employeur des dispositions règlementaires de protection des personnels, le retour à un bac national, avec des épreuves anonymes, terminales, l'abandon des lois de territorialisation et de Transformation de la Fonction Publique

Merci pour votre écoute

Olivia Queysselier, Max Sanchez
FNEC-FP-FO